



Mediterranean Insecurity

De la radicalisation au djihadisme : la politique méditerranéenne de contre-radicalisation entre l'idéologie et la propagande

Andrea Auteri

Introduction

Face au scénario global actuel caractérisé par la fragilité et l'incertitude, les mouvements de radicalisation islamiste deviennent instrument pour des groupes sociaux particulièrement perméables : les marginalisés, les exclus, jeunes sans emploi et la bourgeoisie fondamentaliste. Groupes sociaux unis par l'Islam et la création d'un État Islamique, mais avec des objectifs différents. D'aucun voudraient obtenir la révolution sociale ; d'autres l'occasion pour prendre le pouvoir. Dans ces conditions, l'idéologie ne fonctionne plus avec cohésion, de sorte qu'émergent des différentes pensées qui s'annulent mutuellement. Ainsi un défi de taille pour les populations civiles de ces pays musulmans et pour les pays de la Méditerranée, qui doivent faire face aux migrations clandestines et à la radicalisation interne et externe. Les récentes attaques djihadistes à Nice et à Vienne ramènent le rôle de l'Islam en Europe dans l'opinion publique européenne.

L'expérience des pays de la Méditerranée et les évaluations de la politique de sécurité qui concerne l'Europe méditerranéenne peuvent apporter des enseignements importants pour l'avenir. La priorité d'action est cruciale, parce que la radicalisation est devenue aujourd'hui un phénomène global complexe et, malgré l'intervention des



États, l'assimilation est de plus en plus tordue et difficile à cerner. En effet, la radicalisation est devenue un processus déterminé par la question de l'individu, c'est-à-dire utiliser la propagande avec ruse pour provoquer des sensations et des sentiments d'appartenance à quelque chose, et donc l'établissement d'une relation de soumission. Ainsi, avec l'analyse des politiques de contraste, prévention et dé-radicalisation on peut comprendre la tendance, l'évolution de la radicalisation violente et les possibles solutions relatives à la dé-radicalisation dans la Méditerranée.

Au cours des années passées, le terrorisme djihadiste et la radicalisation sont devenus certainement des menaces les plus critiques pour les régions de la Méditerranée. Les attaques terroristes dans les pays d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont mis en danger l'esprit florissant et cosmopolite de ces régions. De plus, les conflits en Afrique et au Moyen-Orient ont dégradé considérablement la situation de sécurité en mettant en place non seulement les conditions nécessaires à l'émergence des nouveaux groupes terroristes (comme l'organisation terroriste bien connue du prétendu « Etat islamique » – ci-après EI ; ou comme, le plus récent, le cartel de « Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn »), mais aussi une montée générale de l'extrémisme endogène avec des fronts capables de se multiplier et exprimer des menaces directes faisant appel à ces catégories de population de la société moyenne et basse.

La Méditerranée entre Islam politique et Islam idéologique

Aujourd'hui, l'axe géopolitique de la politique et de l'économie mondiale est passé de la Méditerranée à l'Atlantique, et ensuite au système indopacifique. Ce système est en effet, de plus en plus, intégré, car il y a concentration de la richesse mondiale, mais aussi de crises politiques et d'affrontements géopolitiques mondiaux. Cependant, la centralité de la Méditerranée n'est pas perdue. La Méditerranée a une identité qui lui est propre, mais ne peut être examinée comme une seule entité: en fait, il existe diverses influences extérieures à la fois régionales¹ et mondiales qui déterminent la situation de la Méditerranée avec des transitions économiques, souvent incompatibles avec les systèmes de ces pays qui conduisent à des conflits, donc à des révolutions sociales et, au moment de la déception des classes sociales inférieures, à trouver refuge et à écouter les mouvements islamistes radicalisés.

¹ Par exemple, par la Turquie qui est un pays méditerranéen mais pas un pays arabe et qui influence fortement les déséquilibres internes du monde arabe du Moyen-Orient et de la Méditerranée.

La région Méditerranée a été depuis toujours le berceau des civilisations, notamment le point de rencontre et de jonction qui ont caractérisé le brassage et le métissage entre l'Occident et l'Orient. La Sicile, l'important avant-poste entre l'Europe et l'Afrique, donne l'exemple général comme un petit théâtre d'histoire par rapport à la région méditerranéenne : terre d'accueil, de dispute, de passage et d'immigration, ici ont eu lieu de réunions et de choc entre peuples d'origines lointaines et malgré le temps écoulé, reste toujours le centre du débat sur la sécurité.

Les puissants intérêts nationaux, l'économie fluide et les séismes sociaux ont marqué l'effondrement de l'illusion de la paix du 21^{ème} siècle et ont plongé la région dans une situation qui mêle toutes les formes de conflit et tous les sujets possibles: acteurs étatiques et non étatiques ; groupes ethniques et culturels ; terrorisme ; criminalité. La communauté méditerranéenne se mesure donc avec nouveaux défis et nouvelles menaces, qui sont néanmoins de longue date.

Les mouvements islamistes du 21^{ème} siècle ont constitué la base sur l'alternative politique « par rapport au monde dominant qui concerne l'élite corrompue et l'Occident »² ; en outre, ils se posent comme mouvements révolutionnaires sociaux dans le cadre de la Parole de Dieu et de la politique : Dieu, dans l'Islam, devient fonction nécessaire à la réalisation éthique, sociale et du droit de la politique structurelle. La révolution islamiste se transforme ainsi de phénomène, lié aux conditions politiques, à un tsunami social qui vise à la transformation sociale. Il n'est dès lors guère surprenant que, encouragées par la crise économique et sociale, les manifestations sociales se soient transformées en une immense vague islamiste qui aurait dû avoir de lourdes conséquences sur la structure existante du pouvoir afin de résoudre les problèmes de fond : pauvreté, précarité et inégalité. On sait cependant que ces problèmes sont les préoccupations prioritaires de tous les pays. En fait, selon la relation de la Banque Mondiale du 2019, il faut bien que la stratégie et la politique publiques des gouvernements gèrent l'orientation et l'incidence du changement par le triptyque : investir dans le capital humain, renforcer la protection sociale et mobiliser les ressources³. Ainsi, il sera possible d'avoir des sociétés préparées au progrès mondial et à l'inclusion sociale.

Donc, au net de la théorie et des exercices de style, le caractère critique des pays Arabes Méditerranéens, investis par les mouvements islamistes, réside non seulement

² H. Hanafi, *Cultures and Civilizations. Conflict or Dialogue?*, Dar al-Kitab li'l-Nashr, Cairo, 2007.

³ World Bank, *The Changing Nature of Work*, International Bank for Reconstruction and Development, Washington, 2019.



dans la pénurie d'infrastructures économiques et sociales capables de soutenir l'impact transitif, mais aussi de l'absence de dirigeants solides. L'Islam populaire a joué un rôle fondamental dans l'écoulement du temps: en fait, il a soutenu avec succès l'institutionnalisation apicale de la Sharia par l'emplacement au sein du système de sources et a donné accès à une stratégie d'interprétation en clé néo communautaire et d'universalisme islamique. C'est-à-dire qu'on assiste à un processus de réislamisation qui se développe à la suite de manifestations anti-autoritaires⁴ à travers les mouvements islamistes, mais avec la contradiction entre l'Islam révolutionnaire et l'Islam radical.

Sur le plan théorique, l'Islam n'est autre que le lien entre religion et droit (*Din wa Dawla*⁵), c'est-à-dire un droit religieux fondé sur le Coran et construit dans un système par les docteurs de la loi (*Fuqaha*), qui se pose comme la base de la Umma, la civilisation fondée sur la soumission totale à Dieu. Donc, il peut sembler que l'Islam pose les bases pour la théocratie d'État⁶ avec l'interprétation littéral du Coran, mais cela pourra marcher seulement en fonction de création de l'État ; cependant, l'Islam propose l'interprétation politique de la théologie pour la société. L'Islam politique donc devient le fondement sur lequel les acteurs politiques peuvent rivaliser idéologiquement à travers les divisions partisans, y compris les partis islamiques sans mettre en danger l'Islam politique en tant que culture. La conviction enracinée que la nation et l'Islam sont intimement liés et que la politique doit suivre certaines règles inspirées de l'Islam, est partagée par de nombreux citoyens à travers la liaison laïque et religieuse.

La religion islamique fait référence aux attentes partagées par les individus concernant la dimension religieuse de leur vie et de leur communauté⁷. Adopter une vision religieuse, c'est absorber un ensemble d'hypothèses considérées comme des devoirs destinés à Dieu et la société. L'influence politique est efficace sans la prise de conscience active de ceux qui en font l'expérience et se traduit systématiquement par des partis politiques en une compétition pour le pouvoir. De plus, cette vision religieuse

⁴ Un exemple typique est le printemps arabe.

⁵ Terme énoncé la première fois dans « *Al-din wa'l-dawlah fi ithbat nubuwwat Muhammad* » (religion et gouvernement) par Ali ibn Rabban al-Tabari.

⁶ Prenons, par exemple, l'utilisation absurde actuelle dans la rhétorique politique égyptienne du terme « Sharī'a islamique » par tous les protagonistes, des laïcs à l'islamique, généralement pour discuter de la partie de la loi de l'État qui traite spécifiquement de l'islam. Si la Sharī'a doit être qualifié d'islamique, cela signifie que c'est éminemment une loi d'État laïque ou la loi du pays.

⁷ Les prescriptions religieuses se traduisent même dans les démocraties laïques occidentales, certaines de ces prescriptions religieuses sur l'avortement, la contraception ou la sexualité peuvent pour certains citoyens entrer en conflit avec les principes aveugles de la loi laïque.



du monde est continuellement transformée par des événements historiques majeurs comme guerres, politiques internationales, développements géopolitiques etc. Plus précisément, la cosmologie politique moderne, apportée par l'État-nation, a profondément modifié le statut de l'Islam vis-à-vis du pouvoir politique. L'État-nation a créé un sujet fondamental entre l'appartenance à l'Islam, territoire national et pouvoir politique d'une manière inconnue dans les empires musulmans prémodernes : elle crée un lien entre l'Islam et la citoyenneté en établissant la Sharia comme paramètre de moralité publique pour la *Ummah* composée par les musulmans et les non-musulmans, croyants et non-croyants.

Il est bien connu que l'Islam signifie s'abandonner complètement à Dieu. En fait, selon la pensée d'Al-Ghazali⁸, l'attitude du vrai musulman envers Dieu est celle de la confiance et de l'abandon total du croyant en *Tawhid* et en la véracité de la mission du Prophète mais penser à une *oumma* et à un État islamique animé uniquement par un esprit théocratique est faux. Le vacarme, la vraie religion, est divisé en trois aspects: l'Islam, l'*iman* (foi) et l'*ihsan* (le bon comportement). À travers ces trois aspects fondamentaux, les juristes islamiques identifient le vacarme comme un système divin basé sur l'orthopraxie, c'est-à-dire le bon comportement, qui conduit le bon musulman sur le droit chemin, dans la vie terrestre, et vers le salut, dans l'au-delà. L'orthopraxie islamique est confirmée par l'absence de l'Église et du clergé, donc d'organes centraux ou choisis qui agissent comme médiateurs entre Dieu et le croyant.

La prédominance de l'orthopraxie dans l'Islam permet le respect des règles et des habitudes de la Communauté en introduisant le concept de «gouvernement» islamique qui, selon le paradigme occidental, serait le résultat d'une «hybridation théologico-politique» qui, à travers l'intégration et l'ordre de l'aspect extérieur et intérieur du bon musulman, fournit des suggestions sur les principes corrects à suivre et à vivre en harmonie avec la *Ummah*, les structures du «gouvernement» et le monde monothéiste. Le Coran et la Sunna établissent les principes cardinaux universels de l'ordre normatif de la *Ummah* et donc de l'espace public. Le Coran, du *Quran* arabe, représente la base de la loi musulmane et est composé des révélations faites par Allah au dernier de ses prophètes, Muhammad. Le début de la révélation coranique a eu lieu en 610 après JC, mais elle était d'abord transmise oralement; ce n'est qu'avec le calife Uthman qu'une

⁸ C. Sbailò, *Principi sciaraitici e organizzazione dello spazio pubblico nel mondo islamico – Il caso egiziano*, CEDAM, Lavis, 2012, p. 66.



version officielle du Coran fut rédigée, subdivisée en 114 sûres, disposées par ordre décroissant (à l'exception de la première).

Les musulmans croient que le Coran est la parole de Dieu Tout-Puissant: un récit complet des paroles exactes révélées par Dieu à travers l'Archange Gabriel au Prophète Muhammad. Les révélations ont été transmises oralement par le prophète Mahomet et par ses disciples. Avec le calife Uthman, on eut la première transcription, par des scribes experts⁹, et divisé en 114 chapitres sûrs qui n'ont jamais subi de changements au cours des siècles. Le Coran est dans chaque détail le même texte unique et miraculeux qui a été révélé à Muhammad il y a plus de quatorze siècles.

Les règles révélées par le Coran sont donc considérées comme inaltérables et s'inspirent du critère de la modération: aucun dépassement de la nature humaine n'est envisagé, mais seulement la régulation de la *oumma* et de l'espace public afin d'assurer l'ordre et l'équilibre. Le Coran est la principale source de foi et de pratique de chaque musulman. Il traite de toutes les questions qui nous concernent en tant qu'êtres humains, y compris la sagesse, la doctrine, le culte et la loi; mais son thème fondamental est la relation entre Dieu et ses créatures. En même temps, le Coran fournit des lignes directrices pour une société juste, une conduite humaine correcte et des principes économiques justes.

Le système juridique islamique révélé par la Sharia fait référence aux règles juridiques, aux principes de la Sharia, d'origine divine et présente un lien avec le *fiqh*, c'est-à-dire l'acte de compréhension renvoyé à l'homme: donc la Sharia est placée par le « Dieu Législateur » tandis que le *fiqh* renvoie à la dimension humaine de la connaissance et de l'*Ijtihad*¹⁰. L'Islam est donc une caractéristique morale de la vie politique, tandis que l'Islam en tant qu'idéologie entraîne des tensions politiques et une concurrence entre différents groupes qui entrent en collision sur leurs objectifs : maintenir le *status quo*, ou supprimer les prescriptions légales islamiques¹¹. Cependant, tous les acteurs politiques, des laïcs aux islamistes, conviennent que l'Islam est une

⁹ Le texte, asystématique, d'origine orale a nécessité d'un formidable travail de reconstruction pour établir quelles dispositions étaient données en dernier ou en premier ; qui a corrigé ou même abrogé..

¹⁰ L'effort interprétatif que le juriste applique pour indiquer la qualification juridique et éthico-religieuse d'une action dans les cas où le Coran ou la Sunna ne contiennent pas de réponses cohérentes ou de preuve textuelle compréhensible.

¹¹ Mohamed Chérif Ferjani, *Le politique et le religieux dans le champ islamique*, 2005, 2-213-62490-9. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01232429/document>

caractéristique clé de leur communauté nationale et de l'État, révélant ainsi la dimension islamique de leur culture politique.

Maintenant, pourquoi un tel modèle est-il si important pour les mouvements islamistes radicaux? L'Islam politique est une ressource pour l'État, pour façonner et contrôler les citoyens. En fait, l'Islam devient hégémonique dans les pays musulmans et combine des valeurs communes sur le rôle public de l'Islam et des politiques étatiques sur le bien et le mal en matière religieuse. La plupart des États, à des degrés divers, ont utilisé des références islamiques pour forger la moralité publique de la communauté nationale et pour définir qui est un bon et qui est un mauvais citoyen. D'abord et avant tout, la combinaison de toute prescription religieuse avec les principes séculiers de la démocratie pose en soi un défi aux droits individuels¹². À cet égard, les différends sur le rôle des partis islamiques et leur légitimité à travers les pays découlent des désaccords sur la quantité de ces principes qui peuvent et doivent être mis en œuvre dans les lois laïques, et si ces règles doivent être appliquées à tous les citoyens, croyants ou non.

Dans ces conditions, la question n'est plus de la possibilité d'une démocratie musulmane, mais plutôt de savoir quelle dimension de l'Islam politique influence quel domaine de la démocratie¹³. En fait, dans le monde islamique, le droit n'est pas conçu comme une branche autonome de la science qui suit le dogme juridique, mais plutôt comme l'une des nombreuses branches appartenant à la religion islamique: par exemple, la Sharia représente le *corpus* de la religion de la loi à travers interprétations sous-jacentes des principes de la Sharia. Pour cette raison, la tentative de trouver et de démontrer l'affinité générique entre l'Islam et le constitutionnalisme fait l'objet de débats. Raisonnant avec un paradigme occidental, il est naturel de mettre l'Islam et le constitutionnalisme sur le même plan, mais nous relierions deux réalités certainement divergentes: d'une part, il y a l'Islam, un phénomène de révélation qui a eu lieu dans une situation géopolitique et temporelle différente qui « englobe et surmonte les révélations antérieures¹⁴ », d'autre part, le constitutionnalisme, phénomène né en

¹²S. Jouanneau, *Les imams en France – Une autorité religieuse sous contrôle*, Agone (1 édition), Paris, 2013.

¹³ La plupart des chercheurs conviennent qu'il n'y a plus de distinction claire entre démocratie et non-démocratie et que la plupart des régimes se situent aujourd'hui entre ces deux opposés et peuvent être décrits comme hybrides. Être hybride signifie qu'il leur manque une ou plusieurs des caractéristiques suivantes qui définissent la démocratie: élections libres et régulières; séparation des pouvoirs; état de droit et indépendance du pouvoir judiciaire; libertés civiles.

¹⁴ M. Guzzetti, *Islam*, San Paolo Edizioni, Cinisello Balsamo, 2003.

réaction à l'État absolu et conséquence d'une évolution de la doctrine politico-juridique. Cela ne signifie pas renoncer au constitutionnalisme dans le monde islamique, mais porter le débat à un autre niveau: les principes de la Sharia et le constitutionnalisme.

L'Islam radical défie la culture juridique occidentale, en menaçant sa solidité et en tentant d'éroder la structure sur laquelle elle repose. La loi islamique radicale vise à libérer l'homme de la domination de la nature capitaliste. L'Islam dans ses manifestations les plus radicales et fondamentalistes se présente comme une réalité universelle. La civilisation islamique défie la culture juridique occidentale sur le terrain de la rationalisation des conflits sociaux, de l'organisation efficace de la vie publique et de la soustraction de l'homme à l'arbitrage du pouvoir *haram* de nature judiciaire, politique ou religieuse.

C'est là que naît la contradiction des mouvements islamistes radicaux : ils n'utilisent pas le mot de Dieu comme lieu de réalisation éthique-politique, mais comme la base pour soutenir leurs revendications politiques contre l'Occident, ainsi en commettant une hérésie pour avoir réduit la grandeur inintelligible de Dieu à la dimension mondaine humaine. Les événements liés à l'organisation terroriste d'Al-Qaïda et au récent État islamique, ont rendu aride la terre de contact entre la civilisation culturelle occidentale et islamique. Ces événements ont miné à sa racine la civilisation occidentale, selon laquelle on ne peut pas parler d'une entité bien définie du monde musulman, selon l'élément de la sécularisation de l'espace public et de l'État de droit. Il faut bien, alors, d'établir une différenciation concrète entre l'Islam de paix et l'Islam de «l'épée».

Il apparaît donc que du concept du mouvement se développe le concept du nationalisme islamiste : une forme d'universalisme coranique, c'est-à-dire la clé de voûte islamique «des Lumières et de la démocratie musulmane»¹⁵, qui est privée de sa signification et manipulée par les mouvements qui professent l'Islam fondamentaliste par le *djihadisme*¹⁶. La phénoménologie de l'Islam terroriste a écrasé la possibilité d'un Islam révolutionnaire, désireux de se présenter devant l'opinion publique mondiale avec un visage différent de celui marqué par le terrorisme extrémiste, en se plaçant comme le sujet islamique que fait face à l'ennemi *haram* par l'usage de la violence et de l'oppression. En fait, par un mécanisme similaire à des organisations de type

¹⁵ P. Mandaville, *Global Political Islam*, Routledge, London, 2007.

¹⁶ L'Islam fondamentaliste, extrémiste et littéral est incompatible avec le concept de démocratie. On pourrait dire en vérité que cette forme d'Islam, qui obscurcit le vrai Islam, est incompatible avec tout type de civilisation.

mafieux¹⁷ qui se posent comme l'alternative à l'État, les mouvements radicaux islamistes se posent comme l'alternative à l'ordre constitué mondial.

En effet, les pays musulmans se sont placés, plupart du temps, dans une position non seulement presque marginale, mais aussi de fermeture dans l'impasse du capitalisme : sans des instruments pour créer les conditions de développement économique, par rapport à la politique du commerce mondial, est brisée la capacité de développer une voix forte à l'intérieur de la *Umma*.

Dans ces conditions, entre les mouvements islamistes s'est dégagée l'idée, selon laquelle l'élite occidentale a monopolisé le pouvoir premièrement à travers la subordination des marchés avec le néocolonialisme, deuxièmement en imposant la répression civile et en niant les principes de la *Sharia*. Dans cette impasse, la radicalisation se pose comme la seule réponse pour la communauté n'excluant pas le recours à la violence et au terrorisme.

L'islamisation dans la région méditerranéenne devient radicale comme réponse à la défaillance de la révolution (*thawra*) intellectuelle : à la solidarité mutuelle de l'*Umma*, qui commande le bien et interdit le mal, se substitue la puissance de l'acte au moyen du sabre (*sayf*). Dès lors, le sabre survient, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, non seulement avec l'offensive directe au pouvoir en place, mais aussi avec la mobilisation et le placement stratégique de sentinelles impliquées dans le prosélytisme et l'organisation d'attaques terroristes.

Le paradigme est le terrorisme djihadiste. La combinaison de l'islamisme, du *djihadisme* et du terrorisme a abouti à des «actes intentionnels» tels que des enlèvements, des détournements, des assassinats et des attentats (suicides). La menace terroriste djihadiste comprend également des menaces de mort contre des politiciens, des fonctionnaires, des universitaires, des journalistes, des écrivains, des entrepreneurs et autres. Les musulmans¹⁸ et les non-musulmans ont été parmi les victimes les plus nombreuses.

¹⁷ Les organisations de type mafieux se distinguent pour la capacité manipulative pour créer lien d'association basés sur l'assujettissement et la loi du silence. Il y a cette brutalité calculée en fonction de la gestion et du contrôle à l'intérieur. Par conséquent, le respect des règles garantit travail, bénéfice et soutien par la même organisation. G. C. Marino, *Global Mafia*, Bompiani, Milan, 2011.

¹⁸ Comme l'ont démontré les nombreuses attaques en Arabie saoudite, en Turquie, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan et dans d'autres pays musulmans.



L'évolution de la propagande

Afin d'arriver à l'objectif de recruter nouveaux prosélytes dans l'organisation radicalisée, les mouvements islamistes utilisent la méthode de la propagande. Les mouvements islamistes fonctionnent comme des partis politiques, mais pas au sens traditionnel du terme : selon eux, un parti politique est ordinairement un groupe de personnes, réuni en association, autour d'idées politiques communes. Cette organisation politique a pour objectif d'influencer l'opinion publique ainsi que les actions du gouvernement en place. En revanche, dans les mouvements islamistes, il y a une relation entre politique et ascétique dont l'objectif est la recherche et la préservation de l'Islam, le plus pur, contre les infidèles et les apostats.

Cette approche utilise des techniques psychologiques et de persuasion, dans une stratégie visant à la lutte, non seulement pour attiser la tension par la terreur et la violence, qui a profondément conditionné la vie politique démocratique et causé d'innombrables victimes ; mais aussi, pour renforcer une véritable alliance entre la force criminelle et d'autres forces destructrices avec la promesse de grands profits et avoir un sens dans l'organisation radicalisée.

On définit, donc, la propagande comme la tentative systématique d'influencer l'opinion publique sur un vaste domaine. Ceci est une forme de communication qui vise à promouvoir ou décourager des attitudes spécifiques comme moyen de permettre la progression, ou la destruction, d'une organisation, d'une entité ou d'un but. La propagande se déroule lentement et avec des effets calculés; il s'adresse généralement à un public de masse par le biais des médias de masse ou à un public spécifique. La propagande est une forme de communication ciblée destinée à influencer les émotions, les actions et les modes de pensée d'un «groupe» par une sélection et une manipulation soigneuse des faits¹⁹.

Les groupes terroristes ont largement utilisé Internet et les sites de médias sociaux en ligne pour diffuser leur message de propagande et encourager d'autres personnes, en particulier les jeunes (y compris les mineurs), à soutenir l'organisation; se rendre au Moyen-Orient pour engager des combats, combattant côte à côte avec d'autres djihadistes; ou de rejoindre le groupe en jouant un rôle de soutien, qui est souvent le rôle joué pour les jeunes femmes qui sont persuadées de rejoindre le groupe, afin d'apporter un soutien en tant qu'épouses.

¹⁹ Michael Balfour dans le livre *Propaganda in War 1939-45*, a défini le terme «propagande» comme «l'art» de persuader les gens de sauter aux conclusions sans tenir compte des preuves.

Aujourd'hui, dans le domaine de la lutte contre l'idéologie de l'extrémisme et du terrorisme, la principale préoccupation est la vaste diffusion de la propagande principalement via Internet. Pourtant, bien que la radicalisation immédiate s'exprime avec l'utilisation de la propagande par les combattants étrangers ayant expérience (aussi de combat) sur la population civile, le défi majeur consiste en la création d'un réseau non seulement par l'Internet, mais aussi par « les chaînes invisibles » qui naissent dans le tissu social pauvre et les prisons.

Le matériel de propagande officielle produit par les bras médiatiques de groupes comme l'EI, al-Qaïda, les talibans et al-Shabab est intentionnellement créé pour radicaliser, inspirer et inciter les individus à la violence. La propagande *djihadiste* s'adresse désormais plus fréquemment aux Occidentaux et plus spécifiquement à la génération du millénaire, diffusant c'est-à-dire l'idée de ce qu'est le véritable Islam salafiste et comment combattre et détruire «l'Islam non conventionnel» qui reprend les principes occidentaux.

De toute évidence, les médias sociaux se sont révélés être un outil extrêmement précieux pour l'organisation terroriste et parfaitement adaptés au public même qu'il entend cibler. De plus en plus, aux publications des groupes terroristes sur l'Internet et les blogs du « web profond » ont été remplacés par les nouvelles applications dans les *smartphones* comme les *apps* de messagerie cryptée²⁰, tout en maintenant et incluent des vidéos et des images sophistiqués de qualité.

Mais, il n'existe pas une unique méthode pour l'utilisation de la propagande afin de mettre en œuvre la radicalisation des gens. Par exemple, il y a les méthodes de « recourir à la peur²¹ » ; « l'appel à l'autorité²² » ; et encore, « l'effet troupeau²³ » : Cette technique en particulier, a été utilisée par l'EI sur Twitter avec l'hashtag **#AllEyesOnISIS**²⁴, pour renforcer le désir naturel des gens d'être du côté des gagnants. C'est-à-dire, il sert à convaincre le public qu'un programme est l'expression d'un

²⁰ Les individus ont accédé et diffusé du matériel de propagande extrémiste officiel sur une variété de plateformes de médias sociaux, notamment Facebook, YouTube, Twitter, Google Plus, WhatsApp, Skype, Tumblr et Paltalk.

²¹ Le recours à la peur cherche à renforcer le soutien en suscitant la peur dans la population. Par exemple, Joseph Goebbels a utilisé la phrase de Théodore Kaufman «Les Allemands doivent mourir!» Pour affirmer que les Alliés cherchaient à détruire le peuple allemand.

²² L'appel à l'autorité cite des personnalités importantes pour soutenir une position, une idée, un argument ou une ligne de conduite.

²³ L'effet troupeau ou l'appel à la «victoire inévitable» tente de persuader le public, de prendre un certain chemin parce que «tout le monde le fait», «rejoignez la foule».

²⁴ akhbarak.net (مصر - «الحقائق كشف» - تويتر على داعش لمؤيدي حملة بالصورة)

mouvement de masse irrésistible et qu'il est dans son intérêt de le rejoindre. La «victoire inévitable» invite ceux qui ne font pas encore partie du troupeau à rejoindre ceux qui sont déjà sur la voie d'une certaine victoire. La propagande djihadiste mélange science politique et religion pour obtenir une solution unique et utile afin d'attirer l'attention des jeunes musulmans, surtout à partir de la troisième génération d'immigrants en Europe.

L'Internet a le potentiel de fournir des informations aux gens et d'unir la société, tout en restant vulnérable à la désinformation et à l'exploitation. Les groupes terroristes, grâce à sa propagande redondante, captent l'intérêt des plus jeunes musulmans (et non), les incitant contre les civils comme solution finale et nettoyante contre les infidèles. Les jeunes sont sensibles à être attirés par la propagande et, malheureusement, tenter de fermer tous les comptes Twitter, gérés par des terroristes présumés, de supprimer leurs comptes Facebook ou de supprimer les vidéos YouTube publiées par les canaux d'information, est une bataille perdue (à moins que le contenu ne les enfreigne pas spécifiquement les conditions d'utilisation des plateformes).

D'un côté, leurs vidéos et films effrayants sont constamment supprimés, mais d'un autre côté, ils deviennent viraux et obtiennent des milliers de vues. En effet, leur force réside dans le nombre de vues sur les réseaux sociaux, les repositionnements et les partages qui créent une situation de «*Whack a Mole*» (dès qu'un compte est fermé, il y en a un autre qui surgit) excluant toute possibilité de comprendre ce qu'est réellement l'islam est et quoi non.

Il est intéressant de noter que, souvent, l'attention qui est portée à la radicalisation se concentre principalement (à juste titre) sur la question des prisons et de la radicalisation parmi les récidives. Ce mécanisme de radicalisation est dangereux car il est plus susceptible de commencer par de telles relations personnelles, plutôt que par un lavage de cerveau extrémiste et déchaîné à un public réticent. La radicalisation des prisonniers ne signifie pas que des complots terroristes sont systématiquement mis au point en prison. Plus souvent, cela conduit les détenus à adopter des idéologies islamistes qui peuvent finalement conduire au terrorisme après leur libération.

Il convient de citer l'étude de A. Liebling et H. Arnold sur la question, en montrant les quatre étapes, ou phases, de la radicalisation dans les prisons: un «*affaiblissement de l'identité*» qui survient après qu'un crime a été commis et le sujet incarcéré; un «*échec d'identification*», voire une dés-identification (qui amplifie les sentiments d'humiliation, de culpabilité, d'agression ou de défense); la «*quête*», en

milieu carcéral, d'un nouveau point d'identification soutenu par un idéal inversé / renversé (le point initial d'identification, l'idéal, ayant été perdu), exprimé par le besoin d'une ré-identification pour surmonter le choc de la vie carcérale (qui peut prendre la forme d'une conversion); et enfin la radicalisation, déterminée par une rencontre avec un « prosélyte »²⁵.

Toutefois, la clé de voûte reste l'envie de rancune des jeunes vivant dans la société moyenne et basse. Ces jeunes sont probablement les ressources les plus utiles à la radicalisation. Ils sont de plus en plus absorbés et intégrés dans l'avancement technologique et sont capables de se déplacer dans le tissu dynamique qui caractérise la lutte, qui se passe derrière la scène, entre radicalisation et anti-radicalisation. Certes, il manque certaines spécialisations des compétences typiques de ceux qui a plus expérience et / ou de richesse économique pour la formation, mais néanmoins les jeunes qui ne vivent pas dans des conditions favorables sont capables de tout et ont une vitesse supplémentaire: s'adapter pour survivre.

Aussi, la radicalisation devient juvénile et encore plus fluide : ceci abandonne les vieux mécanismes et embrasse le nouveau. Les plateformes virtuelles, nouvelles, de facile intuition et souvent sans le mécanisme de cloud, permettant d'adapter le mécanisme classique avec une propagande plus fluide (il suffit de penser à l'utilisation d'un jeu en ligne inconnu, par lesquels il devient plus facile faire du prosélytisme ou coordonner les stratégies d'action).

Voici donc, une combinaison cruelle et sournoise de propagande « noire²⁶ » qui vise l'ignorance et la pauvreté capte l'attention des catégories les plus démunies de la société comme personnes pauvres, personnes illettrées et qui sont en prison. Ces

²⁵ A. Liebling, H. Arnold, *Social relationships between prisoners in a maximum-security prison: violence, faith, and the declining nature of trust*, J Crim Justice, 40 (2012), pp. 413-424.

²⁶ Propagande qui comprend de fausses informations et des demi-vérités dont les sources sont contrefaites.



groupes sont à la recherche constante de rédemption sociale et économique²⁷ : si l'État n'est pas présent, quelqu'un d'autre offrira sa propre disponibilité²⁸.

Alors, il faut bien d'utiliser une solution possible de lutter contre la radicalisation et le recrutement de terroristes avec l'utilisation appropriée de la contre-propagande qui ne devrait en aucun cas se transformer en « islamophobie propagandiste », mais devrait plutôt créer un arrière-plan intéressant, faisant prendre la conscience du danger du radicalisme et du terrorisme en adressant aux personnes sensibles un désenchantement de la radicalisation islamiste, répandant les principes islamiques *halal*.

L'influence djihadiste cachée dans les problèmes de la Méditerranée

Le 16 octobre à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), petite ville à une heure de Paris, un professeur d'histoire Samuel Pati, qui avait montré en classe des caricatures publiées par l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo représentant le prophète Mohammed, a été attaqué, tué et décapité par un jeune de 18 ans d'origine tchétchène qui se trouvait en France avec le statut de réfugié.

Charlie Hebdo avait déjà fait l'objet en janvier 2015 d'une terrible attaque qui avait fait douze victimes. Le 29 octobre, deux semaines seulement après l'attaque de Nice, 3 personnes ont été poignardées à l'intérieur de la cathédrale Notre-Dame par un Tunisien de 21 ans nommé Brahim Hawsawi, qui avait atterri à Lampedusa avec d'autres migrants le 20 septembre et après avoir été enregistré et avoir reçu une « feuille de refus » avait disparu en se rendant d'abord à Palerme puis en s'abritant en France.

Une chose similaire s'était déjà produite en 2016 lorsque Anis Amri, un autre *djihadiste* responsable de l'attaque du marché de Noël de Berlin qui avait fait de nombreuses victimes, avait atterri à Lampedusa avant de se rendre en Allemagne, puis

²⁷ Les besoins économiques des groupes djihadistes vont au-delà du terrorisme: d'une part, d'énormes sommes d'argent sont nécessaires pour soutenir les personnes qui prennent part à la mission djihadiste, d'autre part, il est probable que ces groupes tentent d'entrer dans l'économie traditionnelle à la fois par le système bancaire et par certains secteurs industriels, en particulier l'énergie et les matières premières. Le portefeuille financier est certainement vaste et rentable : en fait, selon Masrour Barzani, chef du renseignement kurde, aujourd'hui encore l'EI gagnerait environ six millions de dollars par jour.

²⁸ Il ne faut cependant pas penser que cette stratégie est utilisée uniquement par les mouvements islamistes radicalisés. En fait, cela est l'instrument typique des organismes qui se posent comme alternatif à l'État en créant « l'État dans l'État » (comme la Mafia, l'EI, Al-Qaïda), mais aussi le phénomène de « l'État profond » (comme Hassan al-Banna et le mouvement réformateur des Frères musulmans ; mais aussi le courant salafiste en Egypte de Manar Rachid Rida).

le 2 novembre à Vienne là-bas. Aussi, on a eu 4 morts et 23 blessés lors d'une attaque armée par un citoyen autrichien mais d'origine macédonienne Kujtim Fejzulai, affilié au groupe djihadiste des lions des Balkans.

Bref, en quelques semaines, l'Europe a connu une nouvelle vague de terrorisme différente de celles qui, en 2015, il y a cinq ans, avait ensanglanté Paris, Londres, Bruxelles, Barcelone; et par rapport à il y a cinq ans, la différence qui attire immédiatement l'attention est que pendant qu'il y avait alors une direction qui s'organisait avec une structure équipée de logistique et qui donnait des directions à ceux-ci terroristes, cette fois l'idée est qu'ils sont des non-conformistes ou comme on les appelle des « loups solitaires ».

Traditionnellement, l'Europe a été confrontée à trois types de terrorisme: les terroristes nationalistes²⁹; les terroristes de gauche³⁰, et terrorisme de droite³¹. Dans de nombreux pays européens, la prise de conscience du terrorisme *djihadiste* n'est apparu que dans les années 1990³² et cette nouvelle évolution a pris un certain temps. En fait, la menace posée par le terrorisme *djihadiste* était sous-estimée, négligée et souvent mal comprise. De tous les types de terrorisme politico-religieux, le terrorisme *djihadiste* est le plus menaçant pour les valeurs, les intérêts et les sociétés occidentales³³.

²⁹ Tels que l'IRA et l'ETA.

³⁰ Dont la RAF et la Brigade Rouge sont les exemples les plus connus.

³¹ Par des groupes néo-nazis.

³² Malgré le continent européen ait subi 40 ans de terrorisme palestinien perpétrés par des individus (mais aussi des organisations comme l'Organisation de libération de la Palestine, Sabri Khalil al-Banna, Septembre Noir) du nationalisme palestinien et de l'islamisme. Pour citer un exemple, la prise d'otages des Jeux olympiques de Munich perpétré par le "Septembre Noir" de 1972.

³³ James A. Piazza, *Is Islamist Terrorism More Dangerous?: An Empirical Study of Group Ideology, Organization, and Goal Structure, Terrorism and Political Violence*, 21:1, 62-88, DOI: 10.1080/09546550802544698. (2009)



Cette forme de terrorisme est le produit d'une combinaison de l'idéologie islamiste et de l'idée du *jihad*³⁴. Il connote un large éventail de significations et a deux formes distinctes³⁵ :

- Le premier est le «plus grand *djihad*», comme l'explique le Prophète Mohammed. Ce *djihad* est une recherche intérieure: il implique l'effort de chaque Musulman pour devenir un meilleur être humain, lutter pour s'améliorer et, par conséquent, être un bon musulman. En outre, le plus grand *djihad* est un test de l'obéissance de chaque musulman à Dieu et de sa volonté d'appliquer ses commandements sur terre.
- La seconde forme est le «moindre *djihad*». Il sanctionne l'usage de la violence contre un patron injuste, musulman ou non, et peut devenir le moyen de mobiliser cette lutte politique et sociale. Les mouvements islamiques les plus radicaux et les plus violents d'aujourd'hui ignorent le principe susmentionné et adoptent le moindre *djihad* comme une philosophie politique et sociale complète. Ces mouvements préconisent également le moindre *djihad* comme un devoir pour tous les musulmans.

Aujourd'hui, la menace terroriste reste constante. Ce n'est pas une nouveauté ou une surprise, mais un phénomène attendu depuis la défaite de l'EI en Syrie et en Irak. Les traces des milliers de *djihadistes* qui étaient concentrés dans ces deux pays ont été perdues, on ne sait pas où ils se trouvent et comment ils ont disparu³⁶. Donc, comment se déroule le processus de radicalisation par la propagande ? La région méditerranéenne est la plus concernée par le *djihadisme*, pour le moment. On se souvient des différents attentats dans l'Europe et dans la région d'Afrique, qui ont secoué l'opinion publique comme les plus récents à Nice, à Vienne et à Tunis. L'Afrique du Nord est toujours affectée par des phénomènes omniprésents de radicalisation et une menace *djihadiste* particulièrement résiliente : par exemple, la progression de la

³⁴ « Ce dernier terme peut être traduit par un combat ou une quête. Il convient de souligner que le *djihad* est généralement associé à l'islam et aux musulmans, mais en fait, le concept de *djihad* se trouve dans toutes les religions, y compris le christianisme, le judaïsme et les idéologies politiques/économiques, telles que le capitalisme, le socialisme, Le communisme, etc. L'Islam définit le *Djihad* comme une lutte pour l'amélioration et la défense de soi, de l'honneur, des biens et de la patrie. Aussi, le *Djihad* est interprété comme la lutte contre le mal, interne ou externe d'une personne ou d'une société ». A.R. Kidwai, *Translating the Untranslatable: A Survey of English Translations of the Quran*, Vol. 7, No. 4 Summer.

³⁵ C. Gambino, *Terrorismo Globale*, Falzea Editore, Reggio Calabria, 2009.

³⁶ Pendant des années, le terrorisme a également adopté la stratégie des loups solitaires.

crise et du conflit politico-idéologique pour la confrontation entre le pôle Tripoli-Misurata et les forces de Haftar ont mis en évidence l'existence des milices, clans et tribus en quête de leur propre marge de manœuvre; à niveau régional et international, l'afflux d'un nombre important de mercenaires étrangers; et encore, la reprise de l'activisme de l'EI dans le Sud; il y a le risque d'émergence de routes qui, à travers le « hub » soudanais, se prêtent à être exploitées pour conduire les rapatriés africains du théâtre syro-irakien vers les zones désertiques du sud.

Toutefois, ces attentats ne sont que la partie la plus visible des problèmes qui affligent cette région : l'intensification des conflits en Afrique du Nord et au Moyen-Orient explique et alimente les courants migratoires vers les pays d'Europe du Sud et de l'Est comme Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Pologne, qui deviennent pays d'émigration et pays d'immigration ou de transit. Entre les pays de la Méditerranée qui abordent le problème du radicalisme, il y a l'Italie.

Sûrement, toute l'Europe est touchée par le problème du *djihadisme*, mais l'Italie représente le passage principal pour les populations du Méditerranée : proximité aux terres en conflit de l'Afrique du Nord; les frontières devenues poreuses à cause de la forte immigration ; l'action gouvernementale dans la coalition anti- EI ; et encore, les intérêts stratégiques économiques en Lybie. En fait, la question migratoire est la plus problématique et constitue une grande priorité : sur la base du Pacte européen sur l'immigration et l'asile, l'UE doit développer une politique migratoire globale et flexible ; cependant, la gestion de la politique migratoire a été remise principalement à l'Italie, pendant des années.

La controverse a récemment surgi entre les «mauvais» migrants et les «bons». Cela a eu de nombreux effets pervers: entrée illégale, sédentarisation des immigrés sans papiers, esclavage moderne, détournement des demandes d'asile et de mariage à des fins professionnels. Les politiques européennes et étatiques se sont concentrées sur le contrôle des frontières, dans une vision sécuritaire et soucieuse des risques migratoires, du terrorisme, de la criminalité organisée et de la prévention des défis de «l'intégration».

De ce fait, les politiques d'immigration sont en permanence déphasées avec la réalité des flux. Aujourd'hui, c'est précisément cette situation qui pose les bases non seulement pour le problème migratoire (et les droits de l'homme qui en découlent), mais surtout pour une question de sécurité nationale et européenne. L'Italie a un nombre extrêmement faible de militants djihadistes présumés. Le dilemme de distinguer un



fondamentaliste dangereux d'une personne émotionnellement épuisée, exclue ou mentalement instable a souvent été posé. A chacun, à titre indicatif, les sujets activement impliqués dans cette nouvelle scène italienne d'origine ne sont pas si nombreux³⁷.

La stratégie de radicalisation vise ceci: garder un profil bas, mais perpétuellement actif. Ces sujets ne sont impliqués dans aucune activité violente, limitant leur militantisme à une activité souvent spasmodique sur Internet, visant à publier et diffuser du matériel à la fois théologique et opérationnel. En outre, il convient de noter qu'en Italie la mobilisation *djihadiste* se déplace par les immigrations clandestines, qui permettent aux terroristes dormants de mobiliser le prosélytisme non seulement avec l'organisation des attaques terroristes en dehors de l'Italie, mais aussi de mettre en place un hub par la propagande sur le territoire et les réseaux sociaux. Donc, la radicalisation en Italie est déplacée comme un fantôme agissant avec la faveur des ténèbres : l'objectif n'est pas d'attaquer directement l'Italie, mais de créer une base solide afin de mobiliser *djihadistes* et les mettre en action à l'étranger.

Plusieurs cas ont montré à quel point la classification d'un militant *djihadiste* est ambiguë. En fait, l'hétérogénéité du profil des attaquants a permis de rappeler l'étendue du groupe de sujets à risque: individus de la criminalité ou ayant eu des contacts antérieurs avec des circuits radicaux locaux; les partisans actifs des organisations terroristes; internautes dédiés à la consommation et diffusion de manuels pour la réalisation d'attaques à la « faites-le vous-même ».

Les actions *djihadistes* menées en Europe en 2019 se confirment insidieuses, et sont la preuve d'une menace qui reste essentiellement endogène et qui a vu, dans la continuité ces dernières années, l'activation du mythe du « loup solitaire³⁸ », l'utilisation de moyens facilement disponibles³⁹ et une planification peu sophistiquée. Par exemple, l'EI a continué à représenter le principal inspirateur et à travers les appels au *djihad*

³⁷ De même, on peut estimer que le nombre de ceux qui, de diverses manières et avec différents niveaux d'intensité, sympathisent avec l'idéologie djihadiste est de quelques centaines.

³⁸ J. Burke, *The myth of the 'lone wolf' terrorist*, Guardian Media Group, 2017. <https://www.theguardian.com/news/2017/mar/30/myth-lone-wolf-terrorist>

³⁹ En combinant les avantages du pillage des ressources naturelles, l'économie basée sur le don et d'autres méthodes de financement traditionnelles, telles que les enlèvements ou l'extorsion, un chiffre attrayant est projeté qui reflète clairement un grand risque de contamination des systèmes financiers mondiaux. Par exemple, une grande banque a récemment fait l'objet d'un examen juridique chartreux pour violation de la législation anti-blanchiment d'argent, soutenant l'État soudanais de Hassan Al Turabi en 1990 en versant des pots-de-vin et des pots-de-vin à des fonctionnaires irakiens dans le scandale du pétrole contre nourriture et pour le nettoyage de l'argent de l'État islamique.

réitérés par les médias des « Maisons-mères » devient symbole de renaissance, rédemption et reprise de la lutte. Ces appels sont lancés et republiés par des supporters du monde entier, surtout les jeunes, via les médias sociaux. Par conséquent, les jeunes radicalisés deviennent effectivement les agents actifs de la propagande officielle *djihadiste*, comme des entrepreneurs de la propagande.

L'idéologie radicale a souvent interagi avec d'autres facteurs d'ordre socio-psychologique et environnemental (détresse personnelle, ressentiment envers l'Occident, désir de vengeance, etc.), de manières et dans des époques variables et entrant parfois dans les dernières étapes du processus de mobilisation. Il faut lire ces actions comme autant de manifestations émergées d'un phénomène qui reste largement caché et, à ce titre, a massivement engagé les services de renseignements italiens⁴⁰. La menace *djihadiste* donc reste active sur le continent européen qui, comme le confirment les opérations antiterroristes menées au cours de l'année, enregistre encore des tentatives d'agrégation et de planification concertée⁴¹.

De plus, plusieurs enquêtes, qui ont également abouti à la saisie de substances et de manuels pour la production d'explosifs, ont montré l'augmentation de la dimension associative (cellule, microgroupes) par la propagande perpétrée sur les réseaux sociaux : ça correspond à une augmentation décisive du profil offensif des plans terroristes.

Central, dans ce contexte, est la question du « *djihad* numérique » qui, en offrant aux adhérents une sorte de citoyenneté dans une dimension virtuelle, permet à l'organisation terroriste de garder une prise sur un vaste public, de favoriser les contacts la télématique entre leurs affiliés et les sujets perméables au message radical, mineurs compris, pour favoriser les processus à distance radicalisation et maturation des déterminations offensives. Il faut bien, pour nuancer le tableau de la menace pour l'Europe, quoique dans une moindre mesure que par le passé, il est nécessaire considérer des rapports recueillis dans le cadre d'une collaboration internationale sur l'envoi par l'EI de ses agents ou sur l'activation éventuelle de militants déjà présents sous la forme des agents dormant sur le continent.

Ce qui a été illustré jusqu'à présent vaut pour le territoire national, où les services de renseignements italiens ont dû faire face à une menace composite, puisqu'ils peuvent

⁴⁰ AISE et AISI.

⁴¹ J.P. Finnegan, *Military Intelligence*, Createspace Independent Publishing Platform, California, 2015.



être désignés: aux processus de radicalisation individuelles et aux accélérations imprévisibles; à la présence et l'activisme en Italie de sujets attestant des positions extrémistes, en interaction mutuelle et/ou en connexion avec des circuits à l'étranger; à un prosélytisme rampant dans certains centres de l'agrégation islamique; les intentions de représailles persistantes de l'EI; à une propagande instigatrice omniprésente qui trouve concordance dans ses symboles et absorption dans les jeunes musulmans⁴².

Les conflits sur des questions religieuses ont tendance à être lus comme des conflits de reconnaissance, qui sont généralement considérés comme plus difficiles à résoudre que les conflits redistributifs, car ils ont tendance à développer des revendications non négociables ainsi que des demandes de reconnaissance, des différences qui ne correspondent pas aux principes répandus d'égalité. À l'école et au travail, mais aussi dans la société en général, les jeunes musulmans subissent une discrimination sociale et économique, qui est cependant perçue par eux comme étant liée à leur statut de migrants et seulement partiellement leur identité religieuse.

Dans le processus d'identification, les jeunes musulmans semblent réagir à leur perception de stigmatisation de la communauté musulmane par une quête de reconnaissance d'une identité stigmatisée par les autres. L'identification est relationnelle: le glissement des pratiques religieuses du domaine privé vers le domaine public résonne avec la politisation de l'identité musulmane de l'extérieur. Des sentiments de discrimination surgissent dans le système éducatif, où les épisodes de xénophobie s'ajoutent à un manque systémique de reconnaissance des autres religions et cultures, ainsi que sur le lieu de travail, où les jeunes musulmans se sentent discriminés, tout d'abord en tant que migrants, mais aussi (surtout les femmes) en raison de leur religion. La stigmatisation est perçue comme dépendant non pas tant des contraintes institutionnelles que de l'image anti-islamique diffusée par les médias et des signes quotidiens d'islamophobie qui en découlent. Face à des identités stigmatisées, des formes publiques d'engagement religieux ont émergé qui conduisent au développement d'identités collectives positives⁴³.

⁴² M. Hecker, *Quel avenir pour le djihadisme ? Al-Qaida et Daech après le califat*, Focus Stratégique, Ifri, 2019.

⁴³ Il y a une identification avec les musulmans du monde entier, considérés comme des victimes. Le 11 septembre est perçu comme le tournant de l'histoire individuelle et collective. Les cadres d'injustice et la quête de reconnaissance ne se traduisent cependant pas par des revendications de droits différentiels, mais plutôt formulés en termes universels.

La scène *djihadiste* italienne fournit un cadre sophistiqué par rapport à celle de la plupart des autres pays européens, de plus il y a des raisons d'estimer qu'elle se développera dans les années à venir. En fait, les événements récents indiquent une croissance d'une scène *djihadiste* locale par excellence comme celles d'autres pays européens⁴⁴. Jusqu'à présent, les responsables italiens de la lutte contre le terrorisme ont géré la menace avec une efficacité remarquable. Compte tenu de la longue histoire de l'Italie face au terrorisme intérieur (les Brigades Rouges et autres groupes extrémistes de gauche) et aux organisations criminelles sophistiquées (la Mafia sicilienne, la calabraise 'Ndrangheta et la Camorra napolitaine), les autorités italiennes ont depuis longtemps développé des capacités et des outils juridiques utiles pour affronter le terrorisme *djihadiste*.

En outre, au cours des dernières années, les législateurs italiens ont adopté diverses lois visant à renforcer la législation antiterroriste du pays et à l'adapter à la menace actuelle. Le système antiterroriste italien partage également efficacement les renseignements entre divers acteurs, ce qui se manifeste par des voies à la fois formelles et informelles à travers des entités telles que la police nationale, les carabinieri, l'agence de renseignement nationale (AISI) et étrangère (AISE), la police pénitentiaire⁴⁵ : ces sont les acteurs, les plus importants en Italie, impliqués dans la lutte contre le terrorisme. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le rôle de l'information tactique et opérationnelle assume un rôle d'une importance absolue à la fois dans la réussite des opérations, et surtout par rapport à la sécurité des hommes et des moyens déployés. La variété des informations à acquérir détermine également une

⁴⁴ Les autorités italiennes ont découvert différents réseaux de partage, comme mosquées et cercles culturels, responsables pour avoir diffusé en ligne de la propagande de l'EI en langue italienne ; ces ne sont que les derniers signes que, comme les autorités l'avertissent depuis des années, le djihadisme italien est sournois et silencieux.

⁴⁵ Les autorités pénitentiaires ont tenté de mettre en place des programmes avec certains imams du système pénitentiaire. Cependant, ces initiatives souffrent de divers revers et seules quelques-unes sont mises en œuvre dans des prisons spécifiques.



multitude de types d'acquisition qui varient du HUMINT⁴⁶ classique au plus technique ELINT⁴⁷, COMINT⁴⁸ et IMINT⁴⁹.

Les autorités italiennes disposent de pouvoirs étendus pour mener de longues opérations de surveillance et des raids préventifs⁵⁰. La déportation de suspects étrangers a été la pierre angulaire de la stratégie antiterroriste de l'Italie. A ce regard, l'Italie, afin d'élargir le cadre juridique de l'article 270, a adopté une importante loi de lutte contre le radicalisme et le terrorisme, le décret-loi 18 février 2015 n. 7 (conformément à la résolution n° 2178/2014 des Nations Unies, adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 24 septembre 2014), qui fournit : des mesures urgentes, y compris des sanctions, afin de prévenir le recrutement dans les organisations terroristes ; les hypothèses d'expulsion administrative de citoyens non européens ; l'introduction de dispositions visant à assurer la coordination des procédures pénales et de prévention en matière de terrorisme, y compris international⁵¹.

Depuis janvier 2015⁵², les autorités ont déporté environ 300 personnes, dont 34 pour la seule période de janvier à avril 2018⁵³. Les expulsions administratives sont souvent ordonnées lorsque les preuves contre un individu sont jugées insuffisantes pour des poursuites, mais suffisantes pour déterminer qu'il ou elle peut constituer une menace pour la sécurité nationale. La large utilisation de cet outil représente un facteur important pour maintenir de faibles niveaux de radicalisation dans le pays. L'utilisation de ce moyen aide à prévenir la formation de réseaux extrémistes et radicaux sur

⁴⁶ HUMINT, est l'activité de renseignement consistant à collecter des informations au moyen de contacts interpersonnels.

⁴⁷ Electronic Intelligence, est le renseignement technique d'origine électromagnétique obtenus à partir des émissions électromagnétiques non communicantes.

⁴⁸ Communications Intelligence, est une sous-catégorie de SIGINT qui traite de l'interception de communications vocales ou textuelles étrangères.

⁴⁹ Imagery Intelligence, est une activité de collecte et d'analyse d'informations visuelles, obtenues par différents moyens techniques.

⁵⁰ En général, l'Italie donne la priorité au système de justice pénale dans son approche de la lutte contre le terrorisme.

⁵¹ Decreto-Legge, *Misure urgenti per il contrasto del terrorismo, anche di matrice internazionale, nonché proroga delle missioni internazionali delle Forze armate e di polizia, iniziative di cooperazione allo sviluppo e sostegno ai processi di ricostruzione e partecipazione alle iniziative delle Organizzazioni internazionali per il consolidamento dei processi di pace e di stabilizzazione*, Roma, 2015. [77906-10011.pdf \(governo.it\)](#)

⁵² [Alfano: «Nel 2015 in Italia 259 arresti e 67 espulsioni legate al terrorismo» - Il Secolo XIX](#)

⁵³ S. Vespa, *Ecco come i Servizi segreti italiani fanno la guerra a Isis*, Formiche.net, 2016. [Ecco come i Servizi segreti italiani fanno la guerra a Isis - Formiche.net](#)



le territoire national mais avec deux difficultés : les citoyens italiens radicalisés et les mineurs, deux catégories qui ne peuvent pas être expulsées⁵⁴.

Les autorités italiennes ont également mis en place des programmes, visant à prévenir la radicalisation dans certaines écoles de certaines municipalités du pays⁵⁵. Les efforts ont été ponctuels, mais il faut bien de souligner que les activités ne se sont pas exclusivement concentrées sur la radicalisation, mais plus largement sur l'intégration, la pensée critique et le dialogue interreligieux⁵⁶.

Le succès de cette approche est clair et a rendu l'Italie moins affectée par la plupart des dynamiques contribuant à la radicalisation dans la plupart des pays européens. Toutefois, il faut bien souligner que ces moyens de lutte contre le terrorisme souffrent d'une faiblesse cruciale : les tactiques répressives intransigeantes ne se sont pas accompagnées d'une approche préventive tout aussi robuste. Contrairement à la plupart des pays européens, l'Italie n'a développé aucune stratégie de contre-radicalisation ou de dé-radicalisation.

Les responsables de la lutte contre le terrorisme se déplacent en toute discrétion dans le vide juridique afin de neutraliser la menace terroriste et les tentatives de radicalisation. Bien que cela semble utile afin de lutter sans bruit et sans effets connexes sur la population civile, ce vide juridique est également utile aux djihadistes qui peuvent exploiter la réalisation de ses objectifs et échapper au contrôle de la loi et des tribunaux.

Cependant, la solution ne manque pas : La relation annuelle de l'Intelligence Italienne du 2019 a souligné l'importance des projets de loi contre l'extrémisme violent ; ils seront présents dans le débat quotidien politique et juridique, en maintenant l'engagement est constant avec un zèle vigilant. En outre, les tribunaux italiens, à la demande des procureurs et des forces de l'ordre, ont inclus des

⁵⁴ Consiglio superiore della magistratura, *Parere sul testo del decreto-legge 18 febbraio 2015, n. 7*, Roma, 2015. [18 03 2015 3-PA-2015 e 58-VV-2015 \(csm.it\)](#)

⁵⁵ Ministero della Giustizia, *Relazione del Ministero sull'amministrazione della giustizia*, Roma, 2018.

⁵⁶ La situation est complexe. Selon Wael Farouq, il est l'un des plus éminents représentants de la communauté égyptien, « les musulmans européens sont la clé pour battre les islamistes ». Donc, le dialogue il semblerait indispensable pour agir contre la radicalisation et le terrorisme. Cependant, le dialogue est certainement important, mais il reste seulement un exemple d'instrument de lutte contre la radicalisation. C'est parce que le débat reste, par la volonté de qui dialogue, dans un cadre théologique.



dispositions de dé-radicalisation et de réhabilitation dans les condamnations de citoyens italiens accusés d'être liés au terrorisme.

Bien qu'en l'état actuel de ces dispositions, ce mécanisme trouve la plupart de ces activités dans une phase primordiale de mises en œuvre (non sans difficultés⁵⁷), il apparaît que la question de la prévention de la radicalisation est considérée comme importante par la plupart des décideurs politiques en Italie. La question du terrorisme et de la radicalisation est souvent débattue dans les médias et les cercles politiques⁵⁸ mais, en général, les responsables de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation ne sont pas satisfaits : pas pour les stratégies adoptées, mais parce que la menace reste dynamique et donc ils sont à la recherche constante des nouvelles ressources humaines et stratégiques actuelles et dynamiques qui se fondent sur la répression à une radicalisation fluide.

Le besoin de compléter l'approche actuelle par des activités de lutte contre l'extrémisme violent est ressenti par la plupart des fonctionnaires. Ils sont parfaitement conscients que le nombre de citoyens italiens et des mineurs radicalisés est en augmentation. Ils comprennent que le soutien de partenaires non traditionnels, qu'il s'agisse d'autres acteurs gouvernementaux comme le système scolaire ou le système national de santé ou la société civile, leur permettrait de mener une variété d'activités, allant d'une meilleure détection des cas d'individus aux premiers stades de la radicalisation pour tenter de dé-radicaliser des individus spécifiques.

L'expérience acquise au fil des années dans le domaine du terrorisme a fait de l'Italie l'un des pays dotés de stratégies, de moyens et de services *ad hoc* les plus estimés au niveau international. La parfaite synergie antiterroriste et le renseignement (à la fois interne et externe) ont garanti un cadre de sécurité constante et excellente pour le pays et ses intérêts. La lutte contre le terrorisme n'est pas terminée, elle ne se terminera probablement pas à long terme, mais en réussissant à créer une synergie entre les

⁵⁷ Par exemple : Il y a eu un projet de loi pour la création d'une structure responsable pour la mise en œuvre de la stratégie et une commission parlementaire de supervision. Cet organisme, qu'on nommerait Centre national de la radicalisation, dont le siège est au Département des libertés civiles et de l'immigration du ministère de l'Intérieur, aurait été chargé de coordonner les activités au niveau national avec les Centres de coordination régionaux situés dans chacune des vingt régions d'Italie. À l'été 2017, le projet de loi a été approuvé par la Chambre basse du Parlement avec une majorité relativement large et bipartite. Pourtant, en décembre 2017, avant que le Sénat n'ait l'occasion de voter, le Parlement a été dissous, ce qui a mis fin à la vie du projet de loi et à toute chance d'introduire une stratégie de lutte contre l'extrémisme violent en Italie.

⁵⁸ Même si, puisque l'Italie n'a pas subi d'attaques ou n'a pas connu les mêmes niveaux de mobilisation que d'autres pays européens, sans doute avec moins d'intensité qu'ailleurs.

racines sur lesquelles repose la sécurité de l'Italie et le monde dynamique des jeunes spécialistes du renseignement, il sera possible de s'adapter dynamiquement au monde à venir et aux dangers qui pourraient être cachés à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales et européennes.

Conclusion

Entre guerres, terreurs, attentats, bombardements et menaces de types divers, se déroule le rapport entre l'Occident et le monde musulman. Un rapport fait d'histoire, valeurs et incohérences qui voient s'opposer deux univers, deux cultures et deux différents systèmes. Cela tire ses origines dans le temps et dans l'actuel contexte politico-historique et socio-économique. Dans un contexte qui dépasse les frontières des religions, le terrorisme a trouvé terrain favorable pour spirale de violence et de sang afin d'exacerber les profondes disparités des deux mondes opposés.

Le terrorisme, choisi comme arme offensive, effraie et inquiète la population. Les groupes terroristes et les mouvements radicaux, grâce à leur travail de propagande, catalysent l'intérêt des jeunes musulmans résidant dans le monde en générant une explosion lâche et irrationnelle, comme les nombreuses attaques dans le monde arabe et en France, contre les civils comme solution définitive et purifiante contre les infidèles.

En revanche, les conditions de communication avec l'Occident sont aggravées par la vision sociale rigide du monde islamique qui associe souvent la paternité des actes barbares et cruels à l'Islam. En fait, associer l'idée de l'Islam au projet des groupes terroristes, comme l'EI, est erronée car, comme on déduit de cet essai, on constate que le radicalisme, bien que sous ses formes extrémistes, est un phénomène de droit public islamique typique. La cruauté, la barbarie et la terreur sont un problème mondial, un affront à la société humaine : la même façon s'applique à la société islamique comme un problème interne qui doit être résolu.

Le dialogue avec la population devrait être considéré comme un élément essentiel de la lutte contre l'extrémisme violent et des mesures de prévention du terrorisme. En fait, utiliser le dialogue religieux entre les populations pourrait contribuer à la prévention de la radicalisation. Nous sommes confrontés à une civilisation complexe et articulée avec de fortes contradictions et des tensions internes, typiques d'une grande civilisation.



Le véritable dialogue avec l’Islam peut et doit donc avoir lieu sur de solides bases de connaissances et dans un esprit critique et ouvert. La menace reste actuelle. Il est fondamental rédiger un plan d’action efficace et actuelle ; aussi, il faut bien d’investir dans les jeunes chercheurs de l’intelligence afin d’avoir des agents infiltrés (ou des « agents pénétrants⁵⁹ », comme disait De Gaulle se référant aux études de nature politique de Tocqueville) qui contribueraient à la lutte contre le radicalisme, notamment du point de l’avancement technologique et générationnel.

⁵⁹ Au sens biologique, c’est la façon de passer à travers la “membrane” des groupes terroristes et de frapper de manière stratégique “le noyau”.